



Quelque 1.867 jeunes ont été placés au cours de l'année 2007 : 1.577 en IPPJ (institution publique de protection de la jeunesse), 290 au centre d'Everberg. On comptait 20 % de filles parmi les jeunes placés en IPPJ. © DOMINIQUE DUCHESNES.

Kimyongur / Le nouveau ministre de la Justice ne désavoue pas Laurette Onkelinx

Le gouvernement se défile

LES MINISTRES se renvoient la balle. Le Belge, victime du « complot d'Etat », va demander des indemnités.

Le ressortissant belge Bahar Kimyongur, sympathisant de l'organisation turque d'extrême gauche DHKP-C dont le procès se clôturera le 7 février prochain devant la cour d'appel d'Anvers, compte porter plainte pour « coalition de fonctionnaires » et exiger des réparations civiles de l'Etat belge, ainsi qu'il en a déjà obtenu des Pays-Bas qui avaient décrété son arrestation en avril 2006 sans fondement, malgré les efforts déployés par la Belgique pour le livrer à la justice turque.

Ainsi que nous le révélions (*Le Soir* du 22 janvier) sur foi du rapport du Comité R (contrôle des services de renseignements), des représentants de la Justice, de l'Intérieur, du Premier ministre, de la police fédérale, du parquet fédéral et de la Sûreté de l'Etat avaient tenu une réunion secrète organisant la livraison de ce Belge aux Turcs, via une arrestation planifiée aux Pays-Bas. Ce rapport confondant, qui révèle que le gouvernement a voulu livrer il-

légalement un Belge à une puissance étrangère, n'a suscité aucune réaction de l'ex-ministre de la Justice Laurette Onkelinx (PS) qui renvoie à son successeur Jo Vandeurzen (CD&V), lequel renvoie à... Laurette Onkelinx (dont la cheffe de cabinet adjoint présida la réunion secrète).

Armand Dedeker (MR), président du Sénat et du comité de suivi des services de renseignements, renvoie de même à son prédécesseur, Anne-Marie Lizin, qui a toujours refusé de s'exprimer sur ce dossier. Jean Cornil, député PS, qui avait milité pour la libération de Bahar Kimyongur sans connaître l'existence de la réunion secrète, refuse désormais de s'exprimer : « *J'ai soutenu Bahar à titre humanitaire. Je ne m'immisce pas dans la politique. Et puis, la ministre de la Justice est de mon parti* ». Pierre Galand (PS), alors sénateur, avait lui aussi apporté son soutien à Bahar Kimyongur, menacé d'être livré à la Turquie « où se pratique la torture ». Il juge indigne qu'un

Etat de droit ait pu envisager de livrer un de ses nationaux.

Hier, le sénateur Ecolo Josy Dubié a interpellé au Sénat le

nouveau ministre de la Justice Jo Vandeurzen. Le nouveau ministre a refusé d'incriminer ou de se rallier à la position d'Onkelinx,

faisant valoir que la Belgique aurait respecté des engagements européens à l'égard des Pays-Bas. Il a fait semblant d'ignorer

que la Belgique avait été sollicitée par la Turquie pour organiser la livraison de Kimyongur... ■

MARC METDEPENNINGEN



QUI A DÉCIDÉ de livrer Bahar Kimyongur à la Turquie ? Tous les politiciens concernés se renvoient la balle. © D. DUCHESNES.

Commentaire



MARC METDEPENNINGEN

UN SILENCE ASSOURDISSANT ET EFFRAYANT

Le gouvernement a choisi de couvrir par un silence assourdissant et par des mensonges le plan (qualifié de « machiavélique » par un agent de la Sûreté) concocté le 26 avril dernier par des magistrats, des policiers, de hauts fonctionnaires de l'Intérieur, de la Justice et des services du Premier ministre, visant à livrer aux services secrets turcs, via les Pays-Bas, le ressortissant belge Bahar Kimyongur, dont nous ne partageons pas les idées extrémistes.

Ce silence est effarant. Il nous fait peur.

Peur, d'abord, parce que l'Exécutif, quoiqu'il s'en défende, a bel et

bien bafoué les règles de confiance (le simple respect de la loi) qui fondent sa légitimité auprès des citoyens et qu'il en revendique la totale impunité.

Peur, aussi, parce que l'existence désormais avérée de ce « plan machiavélique » démontre que la lutte prétendue contre le terrorisme ouvre la porte à tous les excès et les illégalités, au motif putatif que cet impératif justifierait toutes les exceptions à la loi et aux libertés.

Peur encore parce que des magistrats ont prêté leur concours à cette sordide farce, abaissant l'honneur de leurs fonctions et du Pouvoir qu'ils représentent aux intérêts d'une politique à laquelle ils n'ont, en principe, pas égard.

Peur, enfin, parce que des sénateurs et des députés (à l'exception notable d'Ecolo, îlot esseulé de l'opposition) se sont pliés aux injonctions de leurs frères et sœurs de partis et se sont abstenus lâchement d'exiger des comptes.

L'Etat de droit a été injurié par tous ceux-là qui prétendent habituellement faire la leçon aux républiques bananières.

La peur, vraiment, nous habite.